

TI_GERICHTE 42.2008.10 vom 16. November 2007

TI Tribunale d'appello, 2007-11-16, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_42.2008.10_d20071116

FR: TI_GERICHTE 42.2008.10 du 16 novembre 2007

IT: TI_GERICHTE 42.2008.10 del 16 novembre 2007

Regeste

Negato prest.assist.a giovane collocato presso un istit.in TI,ritenendolo domiciliato in un altro Cantone.Quando è stato trovato a vagare nell'altro Cantone,però,aveva domicilio in TI(scuole e lavoro).A torto perciò è stato iscritto come domiciliato in tale Cantone.Erron.USSI rifiutato prestazioni

Erwägungen

E. 1

Hanno diritto ai provvedimenti e alle prestazioni della presente legge le persone con domicilio o dimora assistenziale nel Cantone.

E. 2

Le persone con sola dimora assistenziale hanno per principio diritto unicamente a prestazioni o aiuti immediati.

E. 2.1

Le domicile de toute personne est au lieu où elle réside avec l'intention de s'y établir (art. 23 al. 1 CC), ce qui suppose qu'elle fasse du lieu en question le centre de ses intérêts personnels et professionnels. Deux éléments doivent donc être réalisés pour la constitution du domicile volontaire: le premier, la résidence, soit un séjour effectif d'une certaine durée en un endroit déterminé, est objectif et externe, tandis que le second, soit la volonté de rester dans un endroit de façon durable, est subjectif et interne. Pour cet élément, ce n'est cependant pas la volonté interne de la personne concernée qui importe, mais les circonstances reconnaissables pour des tiers, qui permettent de déduire qu'elle a cette volonté (ATF 133 V 309 consid. 3.1 p. 312 et les arrêts cités). L'intention de se constituer un domicile volontaire suppose que l'intéressé soit capable de discernement au sens de l'art. 16 CC. Cette exigence ne doit pas être appréciée de manière trop sévère (ATF 127 V 237 consid. 2c p. 240) et peut être remplie par des personnes présentant une maladie mentale, dans la mesure où leur état leur permet de se former une volonté (arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 282/91 du 21 octobre 1992; EUGEN BUCHER, Commentaire bernois, n. 28 ad art. 23 CC). Aux termes de l'art. 26 CC, le séjour dans une localité en vue d'y fréquenter les écoles, ou le fait d'être placé dans un établissement d'éducation, un hospice, un hôpital, une maison de détention, ne constituent pas le domicile. Cette disposition contient une présomption réfragable que le séjour dans une localité en vue d'y faire des études ou dans l'un des établissements mentionnés n'entraîne pas le transfert à cet endroit du centre des intérêts. Lors du placement dans un établissement par des tiers, on devra donc exclure régulièrement la création d'un domicile à cet endroit, l'installation dans l'établissement relevant de la volonté de tiers et non de celle de l'intéressé. Il en va en revanche autrement lorsqu'une personne majeure et capable de discernement décide de son

plein gré, c'est-à-dire librement et volontairement, d'entrer dans un BGE 134 V 236 S. 240 établissement pour une durée illimitée et choisit par ailleurs librement l'établissement ainsi que le lieu de séjour. Dans la mesure où, lors de l'entrée dans un établissement qui survient dans ces circonstances, le centre de l'existence est déplacé en ce lieu, un nouveau domicile y est constitué. L'entrée dans un établissement doit aussi être considérée comme le résultat d'une décision volontaire et libre lorsqu'elle est dictée par "la force des choses (Zwang der Umstände)", tel le fait de dépendre d'une assistance ou d'avoir des difficultés financières (ATF 133 V 309 consid. 3.1 p. 312 et les arrêts cités).

E. 2.2

Selon les constatations des premiers juges, la volonté de la recourante de se constituer un domicile en Suisse ne peut pas être déduite des circonstances du cas d'espèce, le fait de séjourner depuis octobre 2000 dans un établissement au sens de l'art. 26 CC ne suffisant pas à cet égard. Si la recourante a de nombreux liens avec la Suisse (naissance dans ce pays, scolarité en Suisse depuis 1989, pré-apprentissage à Y., permis de séjour B), ce sont ses parents qui ont choisi l'Institut X., parce qu'il semblait adapté aux problèmes de santé de leur fille. Par ailleurs, hormis les contacts nécessaires qu'elle entretient avec ses thérapeutes et les autres pensionnaires de l'institut, la recourante n'a en définitive pas de liens personnels autres que ceux tissés par l'intermédiaire de ses parents. L'autorité cantonale de recours a en conséquence retenu que les conditions permettant d'admettre l'existence d'un domicile en Suisse n'étaient pas remplies, de sorte que le recours devait être rejeté.

E. 2.3

La juridiction cantonale a nié que la présomption de l'art. 26 CC a été renversée, au motif que ce sont les parents de la recourante qui avaient choisi l'Institut X., parce que cet établissement paraissait adapté aux problèmes de santé présentés par leur fille. Ce raisonnement ne résiste pas à l'examen. La circonstance retenue par les premiers juges - l'adéquation de l'établissement aux besoins de la recourante - ne permet en effet pas d'exclure qu'elle n'a pas elle-même choisi l'établissement (de concert avec sa mère), comme elle le fait valoir dans son recours. Par ailleurs, en appréciant les circonstances extérieures et objectives dont doit ressortir la volonté de l'intéressée de transférer le centre de son existence en Suisse, la juridiction cantonale n'a à tort (cf. art. 105 al. 2 LTF en relation avec l'art. 97 al. 1 LTF) pas pris en considération des éléments de fait en faveur de l'existence d'une telle intention. BGE 134 V 236 S. 241 Ainsi, en sus de la demande (puis l'obtention) d'une autorisation de séjour en Suisse, la recourante a entrepris d'autres démarches concrètes auprès de l'administration suisse en vue de s'y établir, en requérant, en particulier, son affiliation à l'AVS/AI suisse. A défaut d'exercer un travail, elle a été assujettie à l'AVS/AI en tant que personne sans activité lucrative au regard du critère du domicile en Suisse (cf. les art. 1a al. 1 let. a et 3 al. 1 1^{re} phrase LAVS en relation avec les art. 1b et 2 LAI), cette affiliation apparaissant alors déterminante pour le système des règles de conflit prévu par le droit européen de la sécurité sociale (cf. en particulier le titre II du règlement [CEE] n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté [ci-après: règlement n° 1408/71; RS 0.831.109.268.1]; infra consid. 4 ss). La recourante a de ce fait versé des cotisations à partir du 1^{er} janvier 2003 (cf. extrait du compte individuel du 9 février 2004), sans que son affiliation ait été remise en cause avant la décision initiale de l'intimé. Il s'agit là d'une circonstance qui, si elle n'est pas déterminante à elle seule, constitue un indice sérieux de

l'intention de faire de la Suisse le centre de ses intérêts. En ajoutant cet élément aux autres faits retenus par les premiers juges comme liens avec la Suisse (naissance et scolarité dans ce pays, pré-apprentissage à Y., autorisation de séjour en Suisse) et compte tenu de la présomption de capacité de discernement (dont il n'y a pas lieu d'admettre, au regard des constatations de la juridiction cantonale, qu'elle serait renversée), on doit déduire de l'ensemble des circonstances que la recourante a manifesté sa volonté de transférer son centre d'intérêts en Suisse. Partant, la présomption légale de l'art. 26 CC est renversée et la recourante est domiciliée en Suisse.

2.6. Per quanto concerne, invece, l'assistenza pubblica, questa Corte rileva che gli art. 4 e 5 LAS, menzionati sopra, non hanno subito alcuna modifica dalla loro entrata in vigore del 1° gennaio 1979. Dal Messaggio per una legge sulla competenza ad assistere le persone nel bisogno del 17 novembre 1976 del Consiglio federale, in FF 1976 III 1197 segg. emerge che: "(...) Questo capitolo del disegno di legge determina dove la persona nel bisogno ha il proprio domicilio assistenziale. (...) La nozione di domicilio accolta nel disegno concorda ampiamente con quella concordataria la quale, dal canto suo, corrisponde di norma a quella del Codice civile (art. 23). (...) Giusta l'art. 4 capoverso 2 del disegno, "l'annuncio alla polizia degli abitanti" o, per gli stranieri – cui la legge deve parimenti applicarsi – il rilascio di un'autorizzazione di presenza, fonda la presunzione che il titolare dell'autorizzazione ha costruito un domicilio assistenziale. La presunzione può essere infirmata non solo con la prova che la dimora è cominciata già prima o successivamente, ma anche che la dimora non è, secondo la legge, idonea alla costituzione del domicilio, sia per la mancanza dell'intenzione di stabilirvisi (art. 4 cpv. 1) sia perché escluso secondo gli articoli 5 a 8. Analogamente alla disposizione del concordato concernente l'assistenza nel luogo di domicilio, l'articolo 5 del disegno dispone che l'entrata in una casa di cura o in un istituto, volontaria o no, esclude la costituzione o il cambiamento del domicilio assistenziale. (...)” (FF 1976 III 1207) Inoltre in dottrina Thomet (cfr. W. Thomet, “Commentaire concernant la Loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin, Zurich 1994 n. 9) in merito all'art. 5 LAS sottolinea che: " L'art. 5 LAS – combiné avec l'art. 9 al. 3 – règle le domicile d'assistance des pensionnaires de homes et d'établissements, de patients d'hôpitaux et de cliniques ainsi que des personnes majeures placées dans des familles nourricières. Il correspond à l'art. 6 al. 3 du Concordat de 1960 dont il reprend le principe selon lequel un séjour dans un home ou un établissement, qu'il soit volontaire ou involontaire, ne constitue pas un domicile à l'endroit où ceux-ci sont situés. En ce qui concerne précisément le séjour involontaire dans un home ou un établissement, l'art. 5 LAS correspond également à l'art. 26 CC en vertu duquel le fait d'être placé dans un établissement d'éducation, un hospice, un hôpital ou une maison de détention n'est pas constitutif de domicile (au sens de droit civil). A la différence de ce que préconisent la doctrine et la pratique et la pratique récentes relatives à l'art. 26 CC, la LAS exclut également la constitution d'un domicile lorsqu'une personne entre volontairement dans un home, notamment dans un home pour personnes âgées, en vue d'y demeurer pour une durée indéterminée. C'est en toute connaissance de cause que le législateur a prévu que celui qui entre volontairement dans un home et qui constitue à cet endroit un domicile civil, voire d'autres domiciles, maintient son domicile d'assistance, en cas de besoin, là où il avait antérieurement son centre de vie. Il voulait ainsi éviter que les communes s'opposent à certains projets de construction de homes par crainte de se voir attribuer de la sorte une responsabilité en matière d'assistance. A relever que cette réglementation n'est pas inéquitable: les pensionnaires qui sont entrés volontairement dans un home et qui ont, à cet

endroit, constitué non seulement leur domicile civil mais également leurs domiciles politiques et fiscal et y paient leurs impôts, ne tombent généralement pas dans le besoin. Aussi leur ancienne commune de domicile, qui constitue leur domicile d'assistance au sens de l'art. 9 al. 3 LAS, ne sera-t-elle que rarement appelée à verser des prestations. D'ailleurs, les pensionnaires de home ont généralement aussi payé des impôts dans leur ancienne commune de domicile." Ne discende che, a differenza dell'art. 26 CC, l'art. 5 LAS non permette deroghe al principio secondo cui la permanenza in un istituto non costituisce un nuovo domicilio. Risulta, dunque, irrilevante ai fini assistenziali che il collocamento avvenga in modo volontario o involontario a seguito di un provvedimento emanato da terzi.

2.7. In tale contesto giova segnalare, per quanto attiene alle prestazioni complementari, che con sentenza P 19/06 del 19 giugno 2007, pubblicata in DTF 133 V 309, il TF si è chinato sul caso di un'assicurata che ha chiesto l'assegnazione di una prestazione complementare nel Cantone dove viveva prima di entrare in un istituto per persone con problematiche fisiche gravi necessitanti in maniera durevole di assistenza e cure sito in un altro Cantone. La nostra Massima Istanza ha stabilito che una persona maggiorenne, capace di discernimento, che decide di propria iniziativa, vale a dire volontariamente e autonomamente, di soggiornare a tempo indeterminato in un istituto, scegliendo liberamente stabilimento e luogo dello stesso, assume un nuovo domicilio nel luogo dello stabilimento, nella misura in cui entrandovi trasferisce nello stesso il centro delle sue relazioni personali. Contestualmente l'Alta Corte ha, in particolare, rilevato che: "(...) Der Aufenthalt an einem Ort zum Zweck des Besuchs einer Lehranstalt und die Unterbringung einer Person in einer Erziehungs-, Versorgungs-, Heil- oder Strafanstalt begründen nach Art. 26 ZGB keinen Wohnsitz. Obwohl der Wortlaut nicht ohne weiteres darauf schliessen lässt, wird in Art. 26 ZGB eine widerlegbare Vermutung angestellt, wonach der Aufenthalt am Studienort oder in einer Anstalt nicht bedeute, dass auch der Lebensmittelpunkt an den fraglichen Ort verlegt worden ist; Art. 26 ZGB umschreibt somit im Ergebnis negativ, was Art. 23 Abs. 1 ZGB zum Wohnsitz in grundsätzlicher Hinsicht positiv festhält. Bei der Unterbringung in einer Anstalt, d.h. der Anstaltseinweisung durch Dritte, die nicht aus eigenem Willen erfolgt, wird man regelmässig eine Wohnsitznahme von vornherein ausschliessen müssen. Eine andere Sichtweise ist einzunehmen, wenn sich eine urteilsfähige mündige Person aus freien Stücken, d.h. freiwillig und selbstbestimmt zu einem Anstaltsaufenthalt unbeschränkter Dauer entschliesst und überdies die Anstalt und den Aufenthaltsort frei wählt. Sofern bei einem unter solchen Begleitumständen erfolgenden Anstaltseintritt der Lebensmittelpunkt in die Anstalt verlegt wird, wird am Anstaltsort ein neuer Wohnsitz begründet. Als freiwillig und selbstbestimmt hat der Anstaltseintritt auch dann zu gelten, wenn er vom "Zwang der Umstände" (etwa Angewiesensein auf Betreuung, finanzielle Gründe) diktiert wird (BGE 127 V 237 E. 2b und c S. 239 ff.; BGE 108 V 22 E. 2b und 3b S. 25 f.; Pra 2001 Nr. 131 S. 787 ff., E. 4a und b; RALPH JÖHL, Ergänzungsleistungen zur AHV/IV, in: Schweizerisches Bundesverwaltungsrecht [SBVR], BGE 133 V 309 S. 313 Soziale Sicherheit, 2. Aufl. 2006, Rz. 44 ff.; Wegleitung des BSV über die Ergänzungsleistungen zur AHV und IV [WEL], Rz. 1018, 1020 f.). (...)

E. 3

In questo caso la tutela dev'essere pubblicata al nuovo domicilio." Inoltre secondo l'art. 26 CC, afferente alla dimora in uno stabilimento: " La dimora in un luogo allo scopo di frequentarvi le scuole e il collocamento in un istituto di educazione, in un ospizio od asilo, in una casa di salute, di pena o correzione, non costituiscono domicilio. " 2.5. Nell'ambito

dell'assicurazione invalidità l'Alta Corte ha emesso un giudizio 9C_100/2007 del 14 aprile 2008, pubblicato in DTF 134 V 236, con cui ha accolto il ricorso di un'assicurata - affetta da epilessia, disturbi di sviluppo e limitazione dell'intelligenza, nonché incapace di lavorare, residente in un istituto in Svizzera e affiliata come persona senza attività lucrativa presso la cassa cantonale vodese di compensazione - alla quale era stata negata un rendita di invalidità dell'AI sia ordinaria, poiché non adempiva le relative condizioni, che straordinaria per difetto di domicilio in Svizzera. In quell'occasione il Tribunale federale ha sviluppato le seguenti considerazioni: " (...) le point litigieux déterminant est celui de savoir si la recourante est domiciliée en Suisse au sens des art. 23 ss CC (par renvoi de l'art. 13 LPGA [RS 830.1] en relation avec les art. 39 LAI et 42 LAVS).

E. 3.3

Im hier zu beurteilenden Fall mag offenbleiben, ob das Heim Z. eine Anstalt im Sinne von Art. 26 ZGB ist oder nicht (vgl. dazu BGE 127 V 237 E. 2b am Anfang und am Ende sowie E. 2c am Ende S. 239 ff.). Wenn die Frage zu bejahen wäre, müsste jedenfalls die gesetzliche Vermutung, wonach der Lebensmittelpunkt von S. nicht an den Ort des Invalidenwohnheims übergegangen sei, als widerlegt gelten: Die angeführte Aktenlage lässt nämlich einzig den Schluss zu, dass sich der Versicherte freiwillig und eigenverantwortlich für einen unbefristeten Aufenthalt im Heim Z. entschieden hat. Entgegen der Auffassung der Beschwerde führenden Stadt X. ändert daran der äussere Umstand nichts, dass "es mindestens in der Deutschschweiz keine andere vergleichbare Einrichtung gibt" (E. 3.1 hievore am Ende). Des Weiteren muss aufgrund der erkennbaren Gegebenheiten gefolgert werden, dass der Mittelpunkt der Lebensinteressen von S. spätestens mit der im September 2004 rechtskräftig gewordenen Ehescheidung in das Heim Z. verlegt worden ist und damit in X. ein neuer Wohnsitz begründet wurde. Dass der Versicherte in dieser Stadt bloss "als Wochenaufenthalter gemeldet" ist, führt - entgegen der in der Verwaltungsgerichtsbeschwerde vertretenen Auffassung - zu keiner anderen Betrachtungsweise, weil für den zivilrechtlichen Wohnsitz nicht massgebend ist, wo eine Person angemeldet ist und ihre Schriften hinterlegt hat (BGE 127 V 237 E. 2c S. 241). BGE 133 V 309 S. 314 Was den Einwand der Beschwerdeführerin anbelangt, die geltende gesetzliche Regelung benachteilige die Standortgemeinden von Institutionen zur Betreuung und Pflege Invaliden, ist auf BGE 127 V 237 E. 2d am Ende S. 242 zu verweisen, wo das frühere Eidgenössische Versicherungsgericht in vergleichbarem Zusammenhang festhielt, es bleibe Sache des Gesetzgebers, Abhilfe zu schaffen und gegebenenfalls ergänzungsleistungsrechtlich eine vom zivilrechtlichen Wohnsitz abweichende Lösung vorzusehen.“ Analogamente all'art. 1a cpv. 3 vLPC, valido fino al 31 dicembre 2007, il nuovo art. 21 cpv. 1 LPC, in vigore dal 1° gennaio 2008, prevede che la determinazione e il versamento della prestazione complementare competono al Cantone di domicilio del beneficiario. Alla seconda frase del cpv. 1 del nuovo art. 21 LPC è stato, però, introdotto quanto segue: " Il soggiorno in un istituto, in un ospedale o in un altro stabilimento e il collocamento in una famiglia, a fini assistenziali, di una persona maggiorenne o interdetta disposto dall'autorità o deciso in ambito tutorio, non fondano una nuova competenza” Nel Messaggio concernente la legislazione esecutiva della nuova impostazione della perequazione finanziaria e della ripartizione dei compiti tra Confederazione e Cantoni (NPC) del 7 settembre 2005, in FF 2005 pag. 5549 segg., il Consiglio federale aveva elaborato, quale seconda frase del nuovo art. 21 cpv. 1 LPC, una soluzione differente, precisando che “a proposito delle persone che vivono in un istituto, tra i Cantoni sono sorte controversie riguardo alla competenza in quanto la questione del domicilio spesso era

difficilmente risolvibile. Pertanto il Consiglio federale ha ora la possibilità, sentiti i Cantoni, di emanare particolari disposizioni in materia" (FF 2005 pag. 5553). E' stata la Commissione degli affari giuridici del Consiglio agli Stati a proporre la modifica che è poi stata accettata sia dal Consiglio agli Stati in occasione della sessione primaverile del 21 marzo 2006 (cfr. BU CE 21.3.2006), che dal Consiglio nazionale durante la sessione autunnale del 20 settembre 2006 (cfr. BU CN 20.9.2006) ed è divenuta legge vigente. Dai verbali dei dibattiti parlamentari del Consiglio agli Stati durante la sessione primaverile del 21 marzo 2006 risulta: " (...) Schiesser Fritz (RL, GL), für die Kommission: Absatz 1 von Artikel 21 ist wohl diejenige Bestimmung, die zu den ausführlichsten Beratungen in der Kommission Anlass gegeben hat. Worum geht es? Nach dem ersten Satz ist wie im geltenden Recht der Wohnsitz der Person, welche Ergänzungsleistungen bezieht, massgebend. Beim Wohnsitz handelt es sich um den zivilrechtlichen Wohnsitz, dies ergibt sich aus Artikel 21 Absatz 1 des Gesetzesentwurfes in Verbindung mit Artikel 13 Absatz 1 des Bundesgesetzes über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechtes (ATSG). In letzterer Bestimmung ist festgelegt, dass sich der Wohnsitz einer Person nach den Artikeln 23 bis 26 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches bestimmt. Der zweite Satz räumt dem Bundesrat die Kompetenz ein, in Heim-Fällen einen anderen Kanton als den Wohnsitzkanton als zuständig zu erklären. Die Frage der Anknüpfung bezüglich der Leistungspflicht nach ELG ist von besonderer Bedeutung, weil der zivilrechtliche Wohnsitz und der Aufenthaltsort auseinander fallen können. In solchen Fällen ist nicht der Kanton des Aufenthaltsortes, sondern der Kanton des Wohnsitzes für die Ausrichtung der Ergänzungsleistungen zuständig. Ihre Kommission beantragt Ihnen, die Kompetenz des Bundesrates zu streichen und eine Regelung aufzunehmen, die mit der Regelung im Bundesgesetz über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger - das ist das ZUG - praktisch wortwörtlich übereinstimmt. Der einzige Unterschied besteht darin, dass im ZUG von "Unterstützungswohnsitz" die Rede ist, während hier im ELG davon gesprochen wird, dass keine neue Zuständigkeit begründet wird. Der Sinn des Antrages der Kommission besteht darin, im Ergänzungsleistungsgesetz die gleichen Regeln in Bezug auf den hier erfassten Personenkreis zu haben wie im ZUG. Die zum ZUG entwickelte Praxis für Heim- und Anstaltsinsassen sowie Familienpfleglinge soll auch im ELG grundsätzlich Anwendung finden, soweit nicht neuerdings das ATSG Anpassungen verlangt. In der Kommission haben anderslautende Anträge zu längeren Diskussionen Anlass gegeben. Unklar war dabei der Begriff des Wohnsitzes. Es ist hier mit aller Deutlichkeit zuhanden der Materialien festzuhalten, dass die vorliegende Bestimmung keine Auswirkungen auf die Festlegung des zivilrechtlichen Wohnsitzes hat. Dieser bestimmt sich einzig und allein nach dem Schweizerischen Zivilgesetzbuch. Diese Feststellung wird durch den zu Beginn meiner Ausführungen angebrachten Hinweis auf das ATSG unmissverständlich bestätigt. Ich erlaube mir, an dieser Stelle die einschlägige Regelung des Zivilgesetzbuches zu zitieren, es ist Artikel 26: "Der Aufenthalt an einem Orte zum Zweck des Besuches einer Lehranstalt und die Unterbringung einer Person in einer Erziehungs-, Versorgungs-, Heil- oder Strafanstalt begründen keinen Wohnsitz." Hervorzuheben ist, dass das ZGB von "Unterbringung" spricht, was nach der herrschenden Lehre einen freiwilligen Eintritt ausschliesst. So schreibt Eugen Bucher im Berner Kommentar: "Die Unterbringung stellt eine Aufenthaltszuweisung durch Dritte dar, die nicht aus eigenem Willen erfolgte." Und weiter: "Von Unterbringung im Sinne des Gesetzes kann nicht mehr gesprochen werden, wenn der Betroffene aus freien Stücken sich für einen Anstaltsaufenthalt entschliesst, ohne auf einen solchen angewiesen zu sein, und überdies die Anstalt und damit den Ort des

Aufenthalts frei wählt. Das gilt vor allem für den Eintritt in Altersheime, welcher in der Regel wohnsitzbegründend sein dürfte." Und im Basler Kommentar schreibt Daniel Staehelin neben Ausführungen, die sich mit denjenigen Buchers decken: "Wird dadurch" - gemeint ist der freiwillige, selbstbestimmte Eintritt einer urteilsfähigen, mündigen Person in eine Anstalt - "der Lebensmittelpunkt in die Anstalt verlegt, wie z. B. bei einem Pflegeheim, so begründet dies einen Wohnsitz." Es wird der Praxis obliegen, diese gesetzliche Regelung anhand von Einzelfällen zu präzisieren und weiterzuentwickeln. Der Zweitrat wird die anstelle des bundesrätlichen Entwurfes neu eingefügte Bestimmung ebenfalls noch einmal überprüfen können. Ich bitte Sie, der Kommission zuzustimmen." (BU CE 2006 N° 313) 2.8. Nella presente evenienza dalle carte processuali si evince che RI 1 è nato il 20 gennaio 1974 a _____ nel Canton _____ (cfr. doc. 22). Egli soffre delle conseguenze di un'emorragia cerebrale subita all'età di due anni con conseguente paresi cerebrale, diminuzione intellettiva e disturbi della personalità con incapacità di autogestirsi (cfr. doc. O). Il ricorrente ha frequentato le scuole e ha svolto alcune esperienze professionali in Ticino (cfr. doc. I, C). Dalla decisione del 11 luglio 1996 del _____ di _____ emerge che l'insorgente, dopo aver frequentato una scuola speciale in Ticino, nel 1989 ha seguito, contestualmente a un corso di orientamento, diverse settimane di prova lavorativa (ad esempio come muratore) che hanno dato però esiti negativi. Dalla fine del 1989 fino a metà 1990 è stato attivo presso una famiglia di contadini. A decorrere dal mese di novembre 1990 ha lavorato quale aiuto gommista, in seguito in un laboratorio protetto. Egli, dal dicembre 1993 al marzo 1994, è stato in _____. Al rientro il ricorrente ha abitato presso il _____ di _____ fino al mese di giugno 1994. Fino al mese di maggio 1994, inoltre, egli è stato impiegato come aiuto contadino. Ha fatto seguito un periodo di occupazioni e alloggi occasionali (cfr. doc. C; I). Nel settembre 1995 RI 1 è stato trovato a vagare per le strade di _____. Egli a _____ è stato assistito dapprima privatamente e in seguito da istituzioni pubbliche. _____ ha registrato l'insorgente fra i propri abitanti e nel luglio 2006 è stato posto sotto tutela con la nomina di un tutore (cfr. doc. I, C). Nel 1998 il ricorrente è stato ospedalizzato a _____ in condizioni fisiche e psichiche precarie. In seguito è stato proposto un collocamento alla _____ di _____ (cfr. doc. O), dove da allora risiede. L'11 marzo 2005 l'Ufficio di vigilanza sulle tutele del Cantone Ticino, in riferimento a una richiesta del gennaio 2005 della _____ del Cantone _____, ha inviato a quest'ultima il seguente scritto: "(...) In base all'art. 376 CCS la tutela è costituita al domicilio del tutelato. Determinante è il concetto di domicilio ai sensi del codice civile, art. 23 e segg. CCS – ininfluente quello della polizia degli stranieri, fiscale o altro -. Pertanto il domicilio di una persona è nel luogo in cui essa dimora con l'intenzione di stabilirvisi durevolmente, ossia il luogo dove risiede stabilmente e dove ha il centro delle relazioni e degli interessi. Quale domicilio di una persona sotto tutela fa stato la sede dell'autorità tutoria che amministra la misura (art. 25 CCS): Secondo la dottrina dominante, l'espressione "sede dell'autorità tutoria" ha semplicemente lo scopo di unire il domicilio del pupillo a quello dell'autorità tutoria in relazione con gli art. 376 e 377 CCS. Ne risulta che il domicilio del pupillo resta dove aveva il domicilio al momento dell'istituzione della tutela anche se questo luogo è differente del luogo in cui l'autorità tutoria esercita la propria attività, riservato naturalmente il cambiamento di domicilio ai sensi dell'art. 377 CCS /DECSHENAUX/TERCIER, Personnes physiques et tutelle, 4ème ed., Berna 2001, pag. 122, N 398a). Una volta stabilito, il domicilio di una persona continua a sussistere fintanto che non ne abbia acquisito un altro (art. 24 cpv. 1 CCS): Per una persona sotto tutela ciò

sarà il caso quando ha costituito un domicilio di fatto in altro luogo ovvero quando si è stabilita durevolmente in un luogo creando lì il centro delle sue relazioni personali e dei suoi interessi: in tal caso la misura potrà essere trasferita all'autorità tutoria del nuovo luogo di residenza (art. 377 CCS). Ciò non di meno ai sensi dell'art. 26 CCS, la dimora in un luogo allo scopo di frequentarvi le scuole o il collocamento in un istituto di educazione, in un ospizio o in un asilo, in una casa di salute, di pena o correzione, non costituiscono domicilio. Pertanto, se una persona risiede in un luogo per degli scopi particolari, quando anche il soggiorno duri da lungo tempo, di principio non può fondare lì il nuovo domicilio e la tutela istituita in suo favore non può essere trasferita all'autorità tutoria di questo luogo. Tuttavia nel caso in esame e data la particolarità della fattispecie, ritenuto che verosimilmente al momento dell'istituzione della misura non vi erano motivi – se non legati alla malattia del signor RI 1 – per ritenere _____ il centro dei suoi interessi (cfr. RDT 2001 pag. 12 e seg.), per il bene del pupillo occorre trasferire la misura in Ticino. Sarà pertanto nostra premura provvedere a contattare la Commissione tutoria di _____ affinché proceda in tal senso.” (Doc. E) 2.9. Il TCA, chiamato a pronunciarsi in merito alla fattispecie, rileva che RI 1, prima di essere stato trovato a vagare a _____ nel settembre 1995, risiedeva ed era domiciliato in Ticino. Egli, in effetti, vi aveva frequentato le scuole e vi aveva svolto alcune esperienze lavorative (cfr. consid. 2.8.). Al riguardo giova sottolineare che dal certificato di assicurazione AVS-AI risulta che la prima Cassa di compensazione AVS/AI/IPG che ha affiliato l'insorgente è stata quella del Cantone Ticino (cfr. doc. 24). Di conseguenza appare con evidenza che il cambiamento di domicilio dal Cantone Ticino al Cantone _____ effettuato dalle autorità _____, allorché il ricorrente è stato trovato in condizioni di salute precarie nella città di _____ e collocato in strutture private e pubbliche, è avvenuto a torto. In quel caso si sarebbe dovuto applicare l'art. 26 CC secondo cui il collocamento non volontario, segnatamente in un istituto di educazione, in un ospizio od asilo, in una casa di salute non costituiscono domicilio (cfr. consid. 2.4., 2.5.). Pertanto, quando RI 1 è rientrato in Ticino, lo stesso avrebbe dovuto essere considerato domiciliato in questo Cantone, a prescindere dalla circostanza che fosse stato collocato, dopo un periodo di ospedalizzazione, presso l'Istituto “_____”. Non risulta, del resto, che l'insorgente abbia dei legami particolari con il Cantone _____. Anche i suoi genitori, benché con il padre abbia avuto seri problemi (cfr. doc. O), sono domiciliati in Ticino, come si evince dal sistema informatico relativo alla banca dati MOVPOP che gestisce l'anagrafe della popolazione del Cantone. Inoltre anche l'Ufficio di vigilanza sulle tutele, al momento in cui, nel 2005, si è chinato sul caso del ricorrente, ha considerato che “...nel caso in esame e data la particolarità della fattispecie, ritenuto che verosimilmente al momento dell'istituzione della misura non vi erano motivi – se non legati alla malattia del signor RI 1 – per ritenere _____ il centro dei suoi interessi (...), per il bene del pupillo occorre trasferire la misura in Ticino” (Doc. E), ossia ha reputato che il medesimo era domiciliato in Ticino. Va, peraltro, evidenziato, che pure ai fini dell'assegnazione di una prestazione complementare l'insorgente è stato ritenuto domiciliato nel Cantone Ticino (cfr. doc. 27). In proposito va ricordato che sia il tenore dell'art. 1a cpv. 3 vLPC, che quello dell'art. 21 cpv. 1 LPC, in vigore dal 1° gennaio 2008, prevedono che la determinazione e il versamento della prestazione complementare competono al Cantone di domicilio del beneficiario (cfr. consid. 2.7.). In simili condizioni, erroneamente l'USSI ha negato il diritto alle prestazioni assistenziali a RI 1 per difetto di domicilio in Ticino. Gli atti di causa vanno, dunque, trasmessi all'amministrazione affinché effettui il calcolo volto alla determinazione dell'eventuale importo a cui ha diritto il

ricorrente a titolo di prestazione assistenziale ed emetta la relativa decisione. 2.10. Per quanto attiene alla circostanza indicata abbondanzialmente dall'USSI, secondo cui il proprio intervento potrà essere soltanto transitorio in attesa che il ricorrente possa essere collocato in un istituto riconosciuto, essendo _____ un istituto non riconosciuto (cfr. doc. III), è utile rilevare che l'art. 20 cpv. 1 lett. f Las, afferente alle prestazioni speciali, enuncia che le prestazioni speciali sono destinate a coprire dei bisogni particolari, quali ad esempio le spese di collocamento in istituto. Il Consiglio di Stato nel Messaggio concernente la modifica della legge sull'assistenza sociale dell'8 maggio 2002, pag. 4, ha unicamente indicato che le prestazioni speciali si distinguono da quelle ordinarie poiché rispondono a bisogni particolari, non considerati per la definizione del fabbisogno in termini di lacuna di reddito rispetto alla soglia di intervento e che fra le spese più significative mirate a soddisfare tali bisogni vi sono le spese di collocamento in istituto di minorenni o maggiorenni quando non sono assunte dalla famiglia o nell'ambito della solidarietà privata. Già l'art. 28 vLas prevedeva che le spese di permanenza in istituto sono a carico dello Stato, riservato il diritto di rimborso e di regresso. In proposito nel Messaggio riguardante la legge dell'assistenza sociale del 5 giugno 1970, pag. 7, è stato precisato che "le spese di qualsiasi collocamento sono a carico dello Stato, coerentemente con le disposizioni fondamentali del disegno di legge, riservati i diritti di rimborso o di regresso disciplinati dall'art. 33 e seguenti, 37 e seguenti del progetto". L'USSI dovrà così pure pronunciarsi in merito alla durata dell'aiuto da parte della pubblica assistenza, specificando se il proprio intervento sarà o meno provvisorio, nonché valutando se vi sia spazio oppure no per casi limite nell'ipotesi in cui una persona risieda da molto tempo in un istituto non riconosciuto e la permanenza si sia rivelata positiva. 2.11. Vincente in causa, il ricorrente, rappresentato dal tutore, avvocato, ha diritto all'importo di fr. 1'800.-- a titolo di ripetibili da mettere a carico dell'USSI (cfr. 22 vLPTCA applicabile in virtù dell'art. 32 Lptca in vigore dal 1° ottobre 2008; 30 Lptca; STF K 63/06 del 5 settembre 2007).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.